



Déclarée inéligible, Brigitte Barèges veut quand même s'impliquer dans la campagne des législatives

La députée du Tarn-et-Garonne Brigitte Barèges, inéligible, a déclaré auprès d'Actu.fr vouloir s'impliquer dans les campagnes des législatives et des municipales

Déclarée inéligible pour une durée d'un an par le Conseil constitutionnel le 11 juillet 2025 en raison d'irrégularités dans ses comptes de campagne, la députée de l'Union des Droites pour la République (UDR, ex LR) du Tarn-et-Garonne, Brigitte Barèges, a confirmé auprès d'Actu Occitanie ce mardi 22 juillet qu'elle s'impliquerait « pleinement » dans les campagnes législatives et municipales visant à la remplacer. Un rôle qui n'est pas incompatible avec la décision du Conseil constitutionnel, selon le constitutionnaliste Benjamin Morel.

Des élections législatives partielles d'ici octobre

La décision du Conseil constitutionnel est claire. Déclarée inéligible pour irrégularités dans ses comptes de campagne, Brigitte Barèges ne pourra pas conserver son siège de députée à la tête de la première circonscription du Tarn-et-Garonne. Entre septembre et octobre prochain, des élections législatives partielles auront donc lieu pour remplacer la députée démissionnaire. En prévision, le parti Renaissance a déjà investi le 18 juillet dernier Catherine Simonin, déjà candidate aux législatives anticipées en 2024.

Seconde conséquence à la décision du Conseil constitutionnel, Brigitte Barèges ne pourra pas se présenter aux élections municipales de 2026. L'élue du parti d'Eric Ciotti a en effet été déclarée inéligible durant un an. Or, les municipales auront lieu au mois de mars prochain. La sanction n'étant pas rétroactive, Brigitte Barèges siège toutefois encore en tant que conseillère municipale à Montauban et conseillère communautaire au Grand Montauban.

« J'ai décidé de m'impliquer dans ces deux campagnes »

Dans l'impossibilité de conserver son siège de députée ou d'être réélue à la municipalité en 2026, Brigitte Barèges a exprimé ce dimanche dans un communiqué de presse sur ses réseaux sociaux l'intention de conserver un rôle dans les campagnes des législatives et des municipales. « J'ai

décidé de m'impliquer pleinement dans ces deux campagnes pour faire en sorte que nos valeurs [celles du parti UDR, N.D.L.R.] continuent de rayonner avec une équipe que j'aurais choisie et accompagnée », a affirmé l'élue du parti allié au Rassemblement National. « L'heure de la reconquête a sonné ! », a-t-elle conclu en donnant rendez-vous à ses partisans le 28 août prochain avant les législatives.

« J'aurai un rôle de conseillère auprès du candidat »

Contactée par Actu Occitanie, Brigitte Barèges a précisé le rôle qu'elle jouerait dans les campagnes des législatives et des municipales en ces termes.

Député inéligible et campagne politique : que dit la loi ?

Brigitte Barèges jouera donc un rôle clé dans les campagnes des législatives et des municipales visant à la remplacer. Une posture compatible avec la décision du Conseil constitutionnel, selon Benjamin Morel, constitutionnaliste français et maître de conférences à l'ENS de Paris-Saclay. « Être déclaré inéligible signifie que vous ne pouvez pas briguer de mandat pendant une période donnée. En revanche, vous n'êtes privé d'aucun autre droit civil. »

Conclusion : « Un député démissionnaire peut tout à fait participer à la campagne politique de son potentiel successeur ». D'autant que quel que soit le degré d'implication d'un député démissionnaire auprès du candidat visant à le remplacer, « le siège reviendra au titulaire et ne pourra pas être brigué par le député sortant ». Le titulaire sera donc le seul détenteur des droits et devoirs inhérents au statut de député.

Une condamnation en 2021 pour détournement de fonds et emplois fictifs

Ce n'est pas la première fois que Brigitte Barèges se retrouve dans le viseur de la justice. En février 2021, la députée démissionnaire, alors maire de Montauban sous l'étiquette des Républicains (LR), avait déjà été condamnée par le tribunal correctionnel de Toulouse à cinq ans d'inéligibilité dans une affaire de détournement de fonds publics et d'emplois fictifs datant de 2014. En décembre de la même année, l'élue avait été relaxée des charges par la Cour d'appel de Toulouse avant de retrouver son fauteuil de maire et de présidente de la communauté d'agglomération du Grand Montauban.actu.fr